



Solidarité avec Louis Boyard, Président de l'Union Nationale des Lycéens : Halte à la répression, interdiction du LBD !

Les violences policières depuis le début de la mobilisation des Gilets jaunes ont fait plus de 2000 blessés, dont une centaine gravement (mains arrachées, yeux crevés), victimes de matraquages, de tirs de grenade ou de LBD (flashball). Telle est la réponse du gouvernement à l'expression des revendications légitimes clamées depuis plus de trois mois

Samedi 2 février après-midi alors qu'il participait à la manifestation en soutien aux mutilés et aux blessés, Louis Boyard, président de l'UNL, a été blessé. Les faits se sont passés place de la République : Louis ne participait à aucune action autre que la manifestation déclarée et autorisée. Gravement blessé au pied, peut-être par un tir de LBD, il a perdu connaissance et a dû être pris en charge par les pompiers qui l'ont fait admettre aux urgences.

La CGT Finances Publiques du Var apporte son soutien à Louis Boyard et à son organisation. Depuis 2016 et la mobilisation contre la loi El Khomri, nous avons manifesté avec l'UNL. Nous avons partagé analyses et actions : notre choix commun est l'action collective et déterminée.

Il n'est pas innocent, dans une démocratie, que le président du principal syndicat lycéen soit pris pour cible physiquement lors d'une manifestation. La CGT Finances Publiques 83 dénonce un acte grave et inadmissible, manifester doit rester un droit. Le traitement à l'encontre de Louis fait écho à la répression inédite du mouvement lycéen à laquelle nous avons pu assister en décembre, comme à Mantes-la-Jolie ou Hyères. Le traitement à l'encontre de Louis fait écho à la répression contre les manifestants le samedi et notamment contre les gilets jaunes.

Nous condamnons cette répression violente qui s'abat sur les manifestants. C'est la réponse d'un gouvernement en difficulté qui pratique la fuite en avant. C'est la réponse d'un gouvernement qui d'un côté veut nous enfumer avec son « grand débat » et qui de l'autre ne veut rien céder aux légitimes revendications. Nous sommes bien placés aux Finances Publiques pour en témoigner au moment où ce gouvernement organise le démantèlement de notre administration.

La CGT Finances Publiques 83 revendique l'interdiction du LBD et le retrait de la loi liberticide « anti-grève » et « anti-manifestation » voulue par le gouvernement Macron/Philippe/Castaner.

Les violences policières massives qui ont fait des dizaines de blessés ces dernières semaines doivent cesser. Elles n'empêcheront pas d'élargir les mobilisations. La réussite de la grève et de la manifestation du 5 février, rassemblant syndicat CGT, CGT-FO et Gilet Jaunes est là pour en témoigner.

C'est une étape décisive pour rassembler les forces qui permettront de bloquer la politique de ce gouvernement, stopper la réforme des retraites et les suppressions d'emploi massives dans la fonction publique, gagner le maintien de tous les services des Finances Publiques du Var et l'augmentation du point d'indice pour tous les agents.

C'est ensemble, dans l'unité contre ce gouvernement et ce président des riches, que nous gagnerons !

Comme l'immense majorité de la population, la CGT Finances publiques du Var n'assimile pas les Gilets Jaunes aux violences et aux dégradations que les médias ne cessent de passer en boucle pour tenter de discréditer un mouvement populaire.

La CGT Finances Publiques du Var apporte son soutien aux Gilets Jaunes et aux revendications partagées pour le rétablissement de l'ISF, la suppression du CICE et de la CSG, pour l'augmentation des salaires et des pensions !

Toulon le 11 février 2019